# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MERCREDI MATIN, 23 SEPTEMBRE 1874. 28me Année.


DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 23 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—Un terrain dans le 4me District, dans l'îlot borné par le chemin public, les rues Marigny, de la Victoire et Champ Elysées—ainsi, aux écuries de Regan, rue Baronne entre Poydras et Lafayette, six mulets, charrettes et harnais.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 31 de la rue de Chartres, au premier, grande vente de marchandises sèches.

Par Vincent & Co., dans leurs salles d'en-bas, grande vente de soulier.

Par S. Guinault, sur de la Levée, au pied de la rue St-Ferdinand, la goélette Cecilia.

Par Placide J. Spear, rue Poydras 124 et Baronne et St-Charles tout le contenu du magasin No. 193 de la rue Poydras.

ATTENTION

☞ Propriété améliorée de valeur à l'encan par le shérif.

Nous appelons l'attention publique sur la vente aux enchères qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif, d'un terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le 4me District de cette ville, sur le Chemin Public, entre les rues des Champs-Elysées et Marigny.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

ATTENTION

☞ Aujourd'hui à 10 heures et demie A. M., aux écuries de Regan, rue Baronne, entre celles Lafayette et Poydras, premier ordre, le shérif procédera à la vente aux enchères de six mulets, 6 charrettes et un lot de harnais.

SPECTACLES.

Mercredi 23 septembre 1874.

ACADÉMIE. Grand succès de la troupe de Sheridan, Mack & Day—Robert Macaire, etc.

## La situation.

M Kellogg reste nominalement gouverneur de la Louisiane, mais la vérité est que le gouvernement de la Louisiane est actuellement exercé au nom du général Grant par M. Packard. M. Grant a refusé de donner à la Louisiane un gouverneur militaire, sous prétexte que la Constitution et les lois n'est-ce pas une dérision amère d'en accorder un pareil droit. Le craignant, sans doute, qu'un gouverneur militaire, pris parmi les officiers de l'armée, ne voulut pas consentir à servir d'instrument docile à la clique radicale. Mais il a trouvé un moyen de gouverner militairement la Louisiane sans proclamer la loi martiale et sans avoir à craindre l'impartialité consciencieuse d'un gouverneur militaire.

Il a fait replacer par ses troupes Kellogg sur le fauteuil du gouverneur, non seulement comme un mannequin qui devra agir sous l'impulsion de son représentant direct, Packard, sous les ordres duquel les troupes sont placées.

Ce n'est pas un gouvernement militaire qui a été établi, c'est une satrapie. Les formes du gouvernement civil ne sont maintenues, que pour cacher à l'objet qu'a eu vue le Président : asseoir, en novembre prochain, l'élection au Congrès de sept républicains de son choix et garder le contrôle du mécanisme électoral en Louisiane afin de s'assurer les sept votes présidentiels de l'Etat en 1876.

Dans quiconque a suivi l'action du peuple de la Louisiane ont tous adressé des griefs qui lui ont mis les armes à la main, aujourd'hui ils veulent qu'il se contente de chercher un remède dans l'exercice du droit de vote et dans un recours à la justice. La récente intervention armée de l'autorité fédérale ne laisse plus, d'ailleurs, d'autres remèdes accessibles. Il convient donc de jeter un coup d'œil sur la situation et de voir si ces recours ne sont pas illusoires.

Les enquêtes congressionnelles qui ont eu lieu à diverses époques, ont prouvé à quelles pratiques frauduleuses les radicaux avaient eu recours dans diverses élections pour se fabriquer des majorités fictives.

Grâce à l'enregistrement frauduleux de noirs dans plusieurs Wards et plusieurs Paroisses, à l'enregistrement des jeunes gens de couleur au dessous de 21 ans, les radicaux sont parvenus, en 1872, à grossir la liste de leurs électeurs de plus de 30,000 noms. Les gens qui ont fait fabriquer à la Douane, en 1872, 10,000 certificats faux, qui ont fait déclarer élus par leurs instruments, les candidats de la Louisiane, et il n'ont fait remplir les vides de leur législature par l'admission de gens qui n'avaient même pas été candidats, sont les mêmes qui ont, aujourd'hui, le contrôle de l'enregistrement et du dépouillement du scrutin.

L'absence complète de scrupules dont ils ont fait preuve, depuis qu'ils manipulent les élections en Louisiane, nous donne la mesure de ce qu'il faut craindre d'eux, pour l'élection de novembre.

Déjà, en ville, des fraudes considérables ont été commises dans l'enregistrement, car il y a plus de gens de couleur inscrits qu'il n'y en a dans toute la Nouvelle-Orléans, et le *Républicain* a raison quand il dit que, si les électeurs républicains ne manient pas bien la cartouche belge, en revanche, ils manient admirablement l'arme du vote. Un grand nombre d'entr'eux sont de vrais revolvers à votes.

Grâce à la loi d'enregistrement signée et promulguée en juillet par Kellogg, au mépris de sa déclaration au Sénat des Etats-Unis, les radicaux protégés de M. Grant peuvent faire inscrire chacun de leurs votants dans autant de wards ou de paroisses qu'il leur plaira. Au moyen des commissaires d'élection, ils contrôlent le dépouillement partiel du scrutin.

Enfin, si malgré toutes leurs fraudes et leurs précautions préliminaires, ils sont battus au scrutin, ils ont la dernière ressource de faire proclamer par leur bureau de retours, les résultats qui leur conviendront, sans égard au nombre de votes dépouillés.

La Cour Suprême de la Louisiane a, en effet, déclaré que d'après la loi, ce bureau était souverain juge. Déclarât-il plus un individu qui n'aurait pas eu une seule voix, personne ne peut être admis à contester cette déclaration devant les cours. Qu'on ne dise pas que cela est impossible, car l'enquête congressionnelle tenue à la Nouvelle-Orléans en 1874, a prouvé que des enregistreurs radicaux entrés dans des paroisses où ils n'avaient jamais eu de domicile, se sont déclarés élus sans avoir eu de vote ou n'en ayant eu qu'un nombre insignifiant.

L'avocat-général Williams n'a-t-il pas reconnu que le bureau composé de F. J. Herron, de Hawkins, de Lynch, de Longstreet et d'Anderson, avait proclamé tous les retours d'élection de la Louisiane sans avoir eu seul document officiel?

La position qui est faite au peuple de la Louisiane ressemble donc à la situation d'un homme qui serait invité à se battre en duel avec un fusil visite contre un adversaire dont le fusil serait chargé jusqu'à la gueule.

Par le fait que nos adversaires veulent garder tous les avantages de leur côté, ils avouent qu'ils ne veulent pas d'une lutte égale et qu'ils sont résolus à s'assurer la victoire par tous les moyens frauduleux qu'ils ont employés précédemment.

Dans ces circonstances, il convient d'examiner si les conservateurs doivent persister à accepter la lutte dans des conditions d'infériorité aussi évidentes, ou s'il ne vaut pas mieux pour eux s'abstenir.

Nous avons pu constater à ce sujet deux courants d'opinion bien contraires. La question est délicate et elle a besoin d'être mûrement examinée.

Comme règle générale, l'abstention est toujours fatale à ceux qui s'abstiennent. Mais il est des cas exceptionnels où elle est la seule ressource comme moyen de protester contre la fraude.

Nous reviendrons sur cette question, mais quelle que doive être la décision à prendre, nous engageons nos amis à se faire enregistrer et à retirer leurs papiers en règle, car la décision finale ne pourra être prise qu'au moment de l'élection et, d'ici au mois de novembre, il peut survenir des modifications dans la situation qui rendent l'exercice du droit de vote préférable à l'abstention.

## Les journaux fire-eaters.

Certains journaux du Sud jettent la pierre aux Louisianais parce que, disent-ils, ceux-ci ont reculé devant les troupes des Etats-Unis, et ils ont l'air de nous prendre en pitié, tout en prétendant qu'ils ont de la sympathie pour notre cause. Nous n'avons aucune reconnaissance à avoir à ces journaux, car ce sont eux qui ont compromis notre cause par leur langage et leurs menaces, qui donnaient raison aux fausses représentations de nos ennemis.

Les Louisianais n'ont pas reculé devant les troupes des Etats-Unis, par la raison bien simple qu'ils n'ont jamais pris les armes contre elles, et que leur intention bien arrêtée, dès le principe, était d'éviter avec soin tout conflit avec l'autorité militaire fédérale.

On dit que l'intervention fédérale eût dû être prévue. Nous le nions, parce que depuis la dernière intervention en Louisiane, en décembre 1872, la politique de l'administration avait été ouvertement une politique de non-intervention.

Il est permis de croire que si certains journaux n'eussent prêché la guerre contre les Etats-Unis et n'eussent contribué à faire croire au président Grant que le mouvement en Louisiane était un commencement de rébellion contre l'Union, il n'y eût pas eu d'intervention pour priver le peuple de la Louisiane des fruits de sa victoire sur un gouvernement local usurpateur.

Les journaux qui nous reprochent de n'avoir pas résisté aux troupes fédérales, en affirmant que tout le Sud serait venu à notre secours, raisonnent sur des chimères. S'ils sont si anxieux de déclarer la guerre aux Etats-Unis, que ne le font-ils eux-mêmes? Oh sont leurs préparatifs? Oh sont leurs armées?

Lorsque la guerre de sécession a été engagée, elle l'a été du consentement des deux Etats confédérés représentés dans un gouvernement régulier. Mais appartenait-il à la Louisiane de renouveler le conflit et d'engager tout le Sud dans une guerre pour laquelle rien n'était prêt. C'eût été une folie sans nom, qui eût été universellement condamnée au Nord et au Sud.

Les mêmes journaux qui nous accusent si légèrement, prétendent que nous n'avons rien gagné et que nous eussions mieux fait de nous tenir tranquilles. C'est là une appréciation erronée, comme nous le démontrerons. Le mouvement a été un mouvement défensif et il a prouvé clairement que le gouvernement usurpateur de Kellogg n'avait ni racines, ni appui dans le pays, et que sa police mercenaire était hors d'état de le maintenir. Quant aux conséquences de cette preuve, elles sont encore à développer, mais notre conviction est que M. Kellogg ne pourra rester deux ans encore gouverneur de la Louisiane.

## La conférence une farce.

Nous avons dit que la conférence demandée par Kellogg avait été un tour indigne imaginé par lui et par Packard pour gagner du temps. L'organe officiel radical nous donne complètement raison, car il s'exprime ainsi :

"La farce appelée conférence qui a été jouée depuis quelques jours, a pris fin sans aucun résultat ... Que pouvait on attendre d'une pareille conférence! On a dit qu'elle conduirait à un compromis. Un compromis de quoi? etc., etc.

Kellogg a pu, dans un moment d'effroyer, désirer sincèrement un compromis; mais il est clair que Packard n'a jamais voulu de compromis. Or, Packard est le maître comme représentant de Grant et il tient Kellogg sous sa dépendance absolue.

Nos amis ont été complètement joués par cet astucieux personnage, et M. Effingham Lawrence qui a été, croyons-nous, le messager envoyé de la Douane jeudi pour proposer la conférence, a servi, sans le vouloir sans doute, d'instrument pour faire tomber Mc Enery et Penn dans un piège indigne.

Les armes des meneurs radicaux sont l'astuce, la fourberie et la fraude, et des gens qui ne respectent ne pourront jamais lutter avec eux sur ce terrain là.

En acceptant la conférence Mc Enery et Penn auraient dû stipuler qu'elle ne durerait pas plus d'une heure, et ils auraient dû avoir un ultimatum prêt pour l'opposer à la proposition insidieuse qui leur était faite.

C'est une leçon pour l'avenir.

COMMENT ON JOUE L'ESPRIT PUBLIC AU NORD.—Tout le monde sait, à la Nouvelle-Orléans, quelle modération admirable ont montrés envers leurs adversaires radicaux blancs et noirs, les citoyens qui ont renversé le gouvernement de Kellogg. Pas un acte de vengeance ni de violence individuelle, pas une arrestation n'a suivi la victoire et les journaux radicaux de la ville ont dû rendre justice aux vainqueurs.

Eh bien! Voici par quelles odieuses et calomnieuses suppositions, l'organe officiel du parti républicain dans l'Union et de l'administration, le *Washington Republican* cherchait à exciter les passions et les préjugés de ses lecteurs contre le peuple de la Louisiane. Après avoir dit que les succès de Penn devaient être exagérés il ajoutait, et cela dans son numéro du 16 :

Quoiqu'il en soit nous pouvons avoir la triste assurance que pas un item de leurs excès n'a été rapporté. On peut accepter comme acquis qu'ils ont assassiné des républicains blancs et noirs qui étaient complètement étrangers aux forces belligérantes, et nous pouvons aussi bien en prendre notre parti maintenant que lorsque la vérité sera dite : un récit de *boucherie horrible, de massacre sans distinction, et de cruauté sans merci frappera le pays de stupeur, déshonorera le nom de citoyen américain*, et rappellera les pouvoirs armés d'un passé qui aurait dû être enterré il y a longtemps.

Les faits ont répondu à ces indignes calomnies prématurées, et nous n'avons plus à les relever. Mais qu'espérer d'un parti qui, depuis neuf ans, travaille par de pareils moyens à perpétuer dans les masses au Nord des préjugés et des haines avengles pour couvrir de faux prétextes les injustices et les oppressions qui sont le fait de l'administration fédérale?

F. J. HERRON.—Ce personnage dont nous avons eu occasion, en 1872, de rappeler les antécédents scabreux, était secrétaire d'Etat lors de l'élection de novembre 1872, et on se rappelle comment, McEnery n'ayant pas voulu s'engager à lui donner la place de conservateur des hypothèques, il se tourna comme membre du bureau des retours du côté de Kellogg qui lui promit et lui donna cette place.

On produisait dans l'enquête congressionnelle une lettre de lui qui eût dû faire mourir de honte tout homme ayant un peu de respect humain. Malheureusement il n'ayant pas voulu s'engager à lui donner sinécure, M. Herron n'avait plus fait parler de lui. Il vient de rompre, mais à propos, le silence pour fournir à un journal de Pittsburg des informations fantaisistes sur les événements récents.

Il dénonce naturellement les journaux conservateurs et nous en sommes bien fâchés pour nos confrères du *Bulletin*, mais il parle de l'*Abeille* en termes que nous dispensons prendre comme un très grand compliment.

"Le journal français, dit il, est, si cela est possible, *pire* que le *Bulletin*.

Pire pour les radicaux s'entend. Nous sommes très flattés de nous voir ainsi décerner la palme entre tous les journaux de l'opposition. En revanche nous dirons que cet Herron est celui de tous les membres du bureau des retours qui s'est le plus cyniquement conduit, bien que tous aient été récompensés de leur docilité.

☞ Perches pour cercles, boucauts, barils et demi-barils à vendre à la gare du chemin de fer Jackson, par J. C. Murphy & Co. Voyez l'annonce.

☞ Les meilleurs choix de meubles de chambre à coucher, de salle à manger et de salon au plus bas prix; chez Jos. B. Hubbard, rue des Remparts 128 au coin de la rue Perdido.

## L'INTERVENTION DE GRANT EN LOUISIANE.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

La *Tribune* dit à ce sujet que M. Grant a de bonnes raisons pour considérer un affront à Kellogg comme un affront personnel.

"Une rébellion, dit ce journal, contre les autorités *qu'il a instituées*, contre le gouvernement *de son choix*, contre la marshal qui a *ses* pleins pouvoirs, contre le receiver des Douanes qui est son beau-*frère*, c'est là un crime comme qui dirait de lèse-majesté, et qui doit être châtié de main de maître.... Il ne doute pas un instant qu'il ne soit le meilleur juge de ce qui est bon pour le Sud. Contrarier son jugement est de l'insubordination; le critiquer, de l'inconstitutionnel.

"Il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour assister le Sud...." C'est vrai. Lui, le grand Spencer Moses, Brooks, Baxter, Kellogg, Dorsell, Conger, Patterson, Packard, Pinchback et Potter réunis. Il a rempli les législatures de voleurs, d'aventuriers, de barbiers, de charpentiers, de cabaretiers, et de gambliers. Il a mis les emplois au plus offrant, conduisant les tentacules de sa politique de non-intervention jusqu'à ce point que dans certaines régions et des plus riches on ne vend et on n'achète plus rien que des votes. Les grands obemins sont sillonnés par des troupes de bandits masqués; les buissons pleins de nègres armés en embuscade; la Caroline du Sud et la Louisiane retombent dans la sauvagerie, et il n'y eût pas eu d'intervention pour priver le peuple de la Louisiane des fruits de sa victoire sur un gouvernement local usurpateur.

.....Et maintenant le président qui a fait toutes ces belles choses est obligé de les soutenir; il faut qu'il renverse le nouveau mécanisme que le lieutenant-gouverneur l'eau a rapidement mis en mouvement, et qu'il ramène l'ancienne bande. Combien de confusion et de trouble résultera de cette double révolution, des conduite entre les tribunaux rivaux, etc., c'est ce que nous serons bientôt à même d'apprécier. Ce sera un grand bonheur pour la Louisiane si la restauration de ses oppresseurs s'accomplit sans plus d'effusion de sang et sans plus de dommage pour sa renommée."

Oui, c'est l'avis de tout le monde, *il faut* que le président Grant rétablisse ce qui a été renversé; c'est à dire *il faut* qu'il remette en place par la force des baïonnettes un gouvernement infâme, odieux au peuple et notoirement frauduleux. *Il le faut* pour l'honneur et pour la sécurité des institutions américaines; *il le faut*, il est condamné à cette chose abominable par le fait de la première faute qu'il a commise, et dont le châtiment, car de tout cela il est responsable devant le peuple, et le pays lui demandera un compte sévère de tous ces désordres et de toutes ces violences contre la souveraineté du peuple.

Que va-t-il advenir maintenant? Heureusement l'horizon s'éclaircit. L'insurrection victorieuse contre l'autorité usurpée de l'Etat s'incline devant l'autorité légitime des Etats-Unis. Ce n'est point contre le gouvernement fédéral contre la Constitution, contre l'Union, que les Louisianais se sont insurgés, mais contre les aventuriers qui dominent, les écrasent, les pressurent et les ruinent. Ce qu'ils ont voulu montrer et ce qu'ils sont satisfaits d'avoir constaté, c'est que sans le soutien des armées fédérales le pseudo-gouvernement qui leur a été imposé est impuissant "de conserver un pouce de terrain" dans tout l'Etat; c'est que ce gouvernement est exécré de l'immense majorité de la population, qu'il est, par conséquent, aussi illégitime suivant l'esprit que suivant la lettre des institutions, et qu'ils ont le droit d'attendre du sentiment public le redressement et les réparations que lui ont refusés le président et le Congrès des Etats-Unis. Espérons qu'il ne se produira aucun incident de nature à changer ces dispositions et à mettre de nouveau la paix en péril. Kellogg peut être réintégré maintenant; il n'en figure pas moins et le triomphe que lui ménage M. Grant leur coûtera plus cher à tous les deux qu'à ses adversaires.

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Ce théâtre populaire de la rue St-Charles est redevenu, depuis la réouverture de ses portes, un lieu de rendez-vous fashionable.

La troupe de Sheridan, Mack & Day poursuit le cours de ses succès, et la foule qu'elle attire tous les soirs à l'Académie est une preuve concluante du mérite de ses sujets. Cette troupe terminera son engagement dimanche prochain, pour faire place aux Minstrels de Haverly qui débuteront lundi. Samedi prochain, seconde et dernière matinée de la troupe de Sheridan, Mack & Day.

THE LAST MODEL.—Nous avons reçu un exemplaire d'un nouveau roman de Hoop per portant le titre qui précède. Edité par J. B. Lippincott & Cie., cet ouvrage est en vente chez Gresham à la Nouvelle-Orléans.

Pour $10 seulement
Vous pouvez gagner à la Loterie
Des gros lots de $10,000,
Des autres de $500,
Des autres de $100.
Pour $10 seulement
Vous pouvez gagner à la Loterie
Des gros lots de $10,000,
Des autres de $500,
Des autres de $100.

☞ Tout ce qu'on demande c'est 10,000 personnes pour inspecter le nouveau genre de meubles qu'on reçoit tous les jours chez Jos. B. Hubbard.

## SOUSCRIPTION
### AU PROFIT
### Des familles des tués et des blessés,

qui sont tombés en combattant pour la cause du peuple de la Louisiane.

2me LISTE DE L'ABEILLE.

| | |
|---|---|
| Montant de la première liste | $953 50 |
| Mme F. E. C. | $ 7 00 |
| E. D. | 10 00 |
| Raphael Beltran | 5 00 |
| Joaquin Vidaca | 10 00 |
| U. J. & Co. | 20 00 |
| J. B. Magnard | 20 00 |
| Un Breton | 5 00 |
| Yve Angelina Lapeyre | 20 00 |
| Un citoyen | 5 00 |
| V. Morano | 5 00 |
| N. Morano | 5 00 |
| Mme P. Duconge | 10 00 |
| L. A. Dussargez, capitaine du Formose | 5 00 |
| Pierre Tiné | 5 00 |
| Mme Marchal | 5 00 |
| Liste de souscription des citoyens du troisième district au profit des familles des citoyens qui ont été tués pour la défense des droits du Peuple, le lundi 14 septembre 1874. | |
| James Boyce | $ 5 00 |
| Louis Fix | 5 00 |
| G. Bohnet | 5 00 |
| Seward & Kip | 10 00 |
| B. Laplace | 5 00 |
| James Gilfrey | 5 00 |
| F. A. Desforces | 5 00 |
| Cash. C. Z. | 1 00 |
| J. B. Eichenlaub | 2 50 |
| E. Bonnafé | 2 50 |
| P. Donelly | 1 00 |
| W. A. M. | 1 00 |
| J. B. Smith | 2 00 |
| Wm. Fresser | 1 00— 51 00 |
| Quête faite à la Cathédrale Saint-Louis, pendant le tridnum, le dimanche 20 septembre | 78 30 |
| Paul Crest, de St-Jacques | 2 00 |
| Envoi de L. R. au nom de jeunes enfants de Donaldsonville, en argent | 3 00 |
| Legeat | 5 00 |
| J. Segot et fils | 5 00 |
| F. Limongy | 5 00 |
| Cash | 20 00 |
| Hebert et Leicher | 20 00 |
| Jacques Lang | 5 00 |

—Le *Journal d'outre mer* annonce que M. Godissart a été élu député de la Martinique au second tour de scrutin, qui a eu lieu le dimanche 9 août. Ses concurrents, MM. Verdol et Desmazes, avaient retiré leur candidature. M. Godissart quittera la Martinique le 7 du courant pour se rendre en France, où il arrivera le 28.

Le billet entier
De la Loterie de la Louisiane
Ne coûte que $10.
Le billet entier
De la Loterie de la Louisiane
Ne coûte que $10.
Le billet entier
De la Loterie de la Louisiane
Ne coûte que $10
Le billet entier ne coûte que $10!

☞ Reçu par l'ex-brig Albert Dillon de New York, un grand assortiment de meubles de salon et autres chez Jos. B. Hubbard, au coin des rues Perdido et Remparts.

—Une correspondance vient de s'engager entre les cabinets de Versailles et de Saint-James au sujet du tunnel sous-marin qui doit relier la France à l'Angleterre. Notre ministre des travaux publics a communiqué à lord Derby un projet de concession préparé par lui et qu'il a soumis à l'approbation du ministre de la reine.

Le conseil s'ajourne

## CHRONIQUE DE LA VILLE.

### La fièvre jaune à la Havane.

Le Bureau de Santé de la Nouvelle-Orléans ayant ordonné une lettre au consul américain à la Havane, pour se rendre compte de l'état sanitaire de cette ville, a reçu la réponse suivante :

Consulat général des Etats-Unis, } Havane, 13 septembre 1874. }

E. B. White, M. D., président du Bureau de Santé de la Nouvelle-Orléans.

Mon cher monsieur—En réponse à votre communication du 28 août, je dois vous informer que le nombre total de cas de fièvre jaune rapportés au Bureau de Santé pendant le mois d'août, a été de 393, avec une mortalité de 123.

Il est probable que ce rapport ne comprend pas tous les cas de fièvre jaune qui ont eu lieu pendant le mois d'août, mais effectivement on n'en sait pas davantage. J'apprends que le nombre de ces décès que et que la mortalité n'est pas aussi grande et proportion qu'elle l'était il y a un ou deux mois.

Respectueusement,
HENRY C. HULL.

M. A. A. Atocha, que le pseudo Kellogg avait fait juge d'une cour criminelle supérieure, créée spécialement pour lui, a envoyé sa démission, pour certaines raisons connues de lui seul et de quelques uns de ses amis.

Nous préférons, pour le moment, nous abstenir d'approfondir la candidate de M. Atocha, et nous voulons bien croire, que c'est pour n'avoir pas à prêter les mains à de nouvelles violences dont la cour criminelle supérieure sera sans doute le théâtre, qu'il a préféré se défaire d'une charge dont la responsabilité serait devenue gênante, et permettre ainsi au gouverneur des baïonnettes de le remplacer par un fauteur moins scrupuleux, comme l'ex-juge Dibble, par exemple.

Ce personnage, qui était déjà assez peu estimé par notre population, s'est rendu parfaitement odieux depuis sa lâche conduite derrière les murailles de la Douane.

M. Kellogg, qui se connaît en hommes d'une certaine sorte, ne manquera donc pas de choisir Henry C. Dibble.

### La Maison d'Etat.

L'hôtel St-Louis est toujours une caserne. Pour n'y faire guère que des soldats. Kellogg se montre fort rarement et se tient enfermé à la Douane, le jour et la nuit.

On dit qu'il a eu hier une conférence particulière avec Benjamin R. Cowen, assistant secrétaire d'Etat, et avec le ministre de l'intérieur et l'amiral Rogers de la marine des Etats-Unis, venus tout exprès pour avoir l'honneur de causer avec lui.

Nous ne savons pas ce qui a pu se dire dans tout cela, car nous sommes assez mal renseigné sur les faits et gestes de M. Kellogg qui ne nous considère pas assez de ses amis pour nous communiquer les détails de sa vie publique et privée.

### Outrages des Nègres.

Avant-hier sur un char de la ligne de Carrollton, dans lequel se trouvaient un homme blanc et plusieurs nègres, il s'est élevé entre trois nègres, qui se sont servis des termes les plus insultants contre les blancs, à un point, que les dames ont dû prendre le parti d'abandonner le char entièrement aux trois drôles, qui ont accueilli leur retraite par des ricanements et des insultes. Arrivés à votre intervir, mais n'étant pas armé, il a fallu qu'il se soumette à la volonté des trois pupilles de la nation.

### Le Feuilleton de Longstreet.

Il y a longtemps que le rouge de la pudeur ne monte plus au front de Longstreet, le général considéré déchu devenu un renégat, mais nous avons cru que son amour-propre était encore sensible à une défaite, et nous pensions qu'après la honteuse déroute de l'autre jour, il s'abstiendrait, pendant une semaine au moins, de se pavaner dans les rues et de jouer au héros.

Nous nous trompions. Longstreet n'est plus susceptible de honte et il a bu le calice amer de sa dégradation jusqu'à la lie. Comme les criminels endurcis, il se complaît dans les infamies et se fait un honneur d'être couvert de boue. Il a pris pour maître Marion de Lorme se *réjouissant* une vergogne.

On en est même venu à douter, après l'action de lundi, de son courage de bouledogue, seule vertu que ses anciens soldats lui reconnaissaient encore.

Nous tenons cependant mis en fuite, il y a une semaine, par formidable brigade métropolitaine, se mettre d'état, sans canon, gatling et ses carabines winchester, il a trouvé, paraît-il, une retraite précipitée, un refuge inviolable dans la Louisiane, où il est resté bâtit jusqu'au jour où il a reçu l'assurance que nos soldats-citoyens, obéissant aux sommations du général Emory, représentant le gouvernement des Etats-Unis, avaient déposé leurs armes et regagné leurs foyers.

Alors, le général Longstreet a osé sortir de son inviolable asile, et abusant de l'ancien prestige qu'il s'attachait à son nom, il n'a pas craint de commander un festin au restaurant appartenant à l'armée fédérale, entre autres, le général Brooke, et les capitaines Lake O'Neil, J. E. M. Hayes et C. E. Kelly qui se sont laissés prendre à ce traquenard et qui ont plété par leur présence un peu de respectabilité à cette orgie *Saillarguese*.

Le général Emory et Kellogg avaient été invités également; mais le premier s'est abstenu par dignité et le second par peur de se montrer en public.

Nous espérons que dorénavant les officiers de l'armée des Etats-Unis, par respect pour l'uniforme, ne se commettront plus avec le général Longstreet et ses pareils.

Le *Republican* qui nous donne les détails de ce festin, se félicite de ce bon sentiments qui existent entre "le gris et le bleu," Longstreet représentant, d'après ce journal, l'élément confédéré.

Il aurait dû dire une confédérée, car Longstreet représentait *gris* à ce dîner, s'est levé au dessert, en brandissant un couteau de table inoffensif, et a juré sur l'honneur qu'il avait aussi dispersé, avec quatre vents la légion du vaillant général Ogden, si.....et.....si exactement le contraire n'était arrivé.

### Deux métropolitains rossés.

Deux soldats des Etats-Unis, un peu émus par des libations trop fréquentes, ont eu maille à partir, lundi soir, avec deux métropolitains de la police de M. Kellogg, gouverneur de par les baïonnettes.

Les deux troupiers se trouvaient rue Dauphine et manquaient en titubants quelque peu, quand un métropolitain s'est approché et, frappant sur l'épaule de l'un d'eux lui a sonnellié d'aller se coucher comme un bon garçon sans troubler la paix.

*Le pion* pris furieux apostrophant le héros de Badger en ces termes, "maudit chien de métropolitain" lui a donné une correction magistrale, et son camarade attaquant un second métropolitain qui semblait vouloir intervenir, l'a traité de la même façon.

Nous pouvons affirmer, sans crainte d'être contredit, que les soldats des Etats-Unis maintiennent souverainement les abîmes de Kellogg, qui ont été aussi fâchés qu'étonnés d'apprendre le combat de lundi en huit, qu'ils avaient été suprêmement arrogants en ce jour.

Le militaire ne pentpas avoir de l'estime pour des poltrons, et si, bien à contre-cœur, les soldats sont forcés d'obéir sans réserve aux ordres qu'il plaît au Président Grant de dicter à leurs officiers, ils n'éprouvent pas leurs railleries et leurs quolibets à la garde prétorienne de M. Kellogg.

### Séance du conseil municipal.

Le conseil se réunit à midi sous la présidence du maire Wiltz. Tous les administrateurs sont présents.

Le secrétaire, administrateur des comptes publics, présente son rapport de la semaine, comprenant plusieurs ordonnances relatives à des règlements de compte qui sont approuvés sans difficulté.

L'ordonnance qui nomme présidente par M. Turnbull, administrateur du département du commerce, est adoptée :

Article 1er.—Qu'il soit ordonné que permission est accordée à Emile Dubonval de construire une bâtisse devant rester au marché public, au coin des rues Monroe et Jumonville, dans le troisième district.

Article 2—La bâtisse sera construite avec solidité et ne devra pas coûter moins de $6,000.

Article 3—Le dit marché devra être complété dans le mois après l'adoption de cette ordonnance.

Article 4—Le propriétaire du dit marché aura le droit de louer des stalles et de collecter les revenus la bâtisse pendant 25 ans.

Article 5—Le dit marché restera toujours, tant qu'il existera, sous le contrôle des autorités municipales.

Au sujet de la réclamation de M. Morgan qui avait été soumise à l'avenir de la ville pour une opinion, celui-ci déclare, dans une communication, qu'il n'est pas très aisé que la ville peut compromettre avec M. Morgan si elle juge qu'il est de son intérêt de faire, autrement, elle peut refuser d'accéder aux termes de M. Morgan.

Une résolution est adoptée pour employer Thomas Durant de Washington dans le procès de Mme Myra Clarke Gaines.

Plusieurs pétitions sont reçues et référées, entre autres celle de Francois Jeroix qui demande à se servir de l'argent déposé entre les mains du shérif pour acheter des certificats avec lesquels il pourrait payer ses taxes.

Le conseil s'ajourne

### Suicide.

Vers une heure moins le quart, hier matin, le feu s'est déclaré dans une maison en bois, située au coin des rues Bourbon et Lauré, appartenant à Mme Pitard et habitée par elle. La bâtisse, estimée pour $350 dans la compagnie des Marchands, a été complètement détruite.

Les flammes ont gagné la maison voisine servant d'école, qui a été partiellement détruite. Les portes sont couvertes par une assurance de $300, mais nous ignorons dans quelle compagnie.

*TEMPERATURE.*—28 sept. 1874.
Thermomètre de C. DURADEL, opticien.

| Fahrenheit. | | Centigrade. | |
|---|---|---|---|
| 6 A. M. | 74 | | 23 |
| 12 | 86 | | 30 |
| 3 P. M. | 88 | | 31 |
| 6 P. M. | 86 | | 30 |

LES CANDIDATURES EN FRANCE.—M. Albert Joly, dont le nom avait été mis en avant concurremment avec celui de M. Renard pour la prochaine élection de Seine-et-Oise, vient de retirer sa candidature, devant celle de l'ancien président de l'Assemblée constituante de 1848. Dans la lettre par laquelle il prend publique la résolution, M. Albert Joly propose le maréchal de Mac-Mahon comme candidat de l'honneur d'affirmer et de consacrer (selon son expression), l'union du parti républicain dans Seine-et-Oise, par son désintéressement.

Pourquoi, dès-lors, deux candidatures républicaines, alors qu'il n'y a qu'une poste. Pas plus que vous, je ne sépare la République de l'ordre; j'apprécions à un grand parti qui a multiplié depuis trois ans les preuves de sagesse et d'esprit politique. Notre cause est la même.

La *République française* laisse entrevoir qu'à la prochaine élection, M. Albert Joly sera le candidat du parti républicain dans le département.

HENRI V ET DON CARLOS. Voici, d'après le *Courriel-Rail*, la traduction de quelques paragraphes d'une lettre qui a été adressée par M. le comte de Chambord à don Carlos :

"Mon très cher neveu,

"La satisfaction que me fait éprouver la lecture de votre lettre par l'énergie des sentiments qui s'y réflètent, est rendue vive par l'intérêt qu'elle m'inspire dans tous ses détails. Je sais apprécier à leur juste valeur les motifs qui vous ont conduit à adresser votre mémorandum aux puissances chrétiennes.

"Le mépris est, en effet, la plus générale, la meilleure réponse à faire aux impostures révolutionnaires; mais la calomnie arrive parfois à des excès qu'il n'est pas permis de tolérer. Tel est le cas où vous vous trouvez aujourd'hui.

"J'aime à espérer, toutefois, qu'après la lecture des faits que vous exposez avec tant de clarté, les puissances dont il s'agit, mieux informées, se prendront, du reste, pour guide leur propre intérêt, ne continueront pas plus longtemps à fermer l'oreille à la vérité et s'offriront pas au monde le triste spectacle que nous contemplons.

"Je n'ai pas besoin de vous dire combien nous serons heureux, votre tante et moi, lorsque nous pourrons la nouvelle du triomphe de la cause légitime en Espagne.

"Dieu vous a déjà accordé des marques visibles de sa protection : il vous soutiendra jusqu'à la fin, pour que vos enfants bénéficient de ce qu'il vous a donné de faire pour eux.

"Je suis, mon cher neveu, votre affectionné oncle,

"HENRI."

—L'*Univers* reconnaît l'impression suivante d'un de ses amis qui revient de Strasbourg :

Autrefois on avait toutes les peines du monde à faire comprendre en France, maintenant le français seul y est en usage parmi les habitants.

Autrefois, les Strasbourgeois étaient passionnés pour la musique : les cours des musiques militaires jouissaient de faveur placées de la ville, ils étaient assistés entourés d'une foule attentive.

Aujourd'hui les pauvres Strasbourgeois semblent avoir des oreilles de plomb. Les concerts à pistons et les fêtes militaires chargés d'égayer le public, assourdissent et tuent dans la solitude. Quelques gens mus, quelques familles d'officiers, voilà tout leur auditoire.

Se rencontrera-t-il quelque savant allemand pour expliquer ce fait physiologique et psychologique?

—Le nom de Léonard de Vinci nous remet en mémoire les amours du poète de Vinci, ecclésiastique, spirituel et légendaire, qui florissait aux dernières temps de second Empire.

Il était épris de la *Joconde* et pétrait des copies de son portrait en épingle, en bronzes de montre, en chaînes de bagne.

Quand on demandait au comte pourquoi il était amoureux de la Joconde plutôt que d'une beauté vivante, il répondait :

—C'est que je trouve en elle une jeune femme charmante qui cependant n'a pas le droit de me reprocher mon âge puisqu'elle a au moins 350 ans de plus que moi.

—Tout journal qui se respecte doit fournir, dans le premier huitaine de septembre, quelques mots désobligeants pour les chasseurs; empruntons au *Paris-Journal* une petite anecdote assez plaisante.

Avant hier, M..... qui avait été assez entreprise de Paris faire l'ouverture de la chasse, rentre chez lui exténué de fatigue.

—Eh quoi! lui dit sa femme en visitant son carnier vide, tu n'as pas tué une seule pièce de gibier!

—Ma chère amie, reprend M....., je n'ai vu qu'un lièvre.

—Tu ne le rapportes pas?

—On me l'a fait dix francs. Je l'ai trouvé beaucoup trop cher.

A la Loterie de la Louisiane
Les chances sont grandement en faveur
Des preneurs de billets.
A la Loterie de la Louisiane
Les chances sont grandement en faveur
Des preneurs de billets.
A la Loterie de la Louisiane
Les chances sont grandement en faveur
Des preneurs de billets.
Prenez et vous gagnerez peut-être.

☞ Toujours en magasin une grande variété de miroirs à ras